



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie**

Nîmes, le **27 MARS 2025**

Unité Inter Départementale Gard-Lozère
Cellule risques anthropiques
89 rue Weber
30 907 NÎMES cedex 2

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2025-027-DREAL

complémentaire aux arrêtés préfectoraux

n° 06.018N du 3 mars 2006 et n°08.155N du 31 décembre 2008

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre 1^{er} ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet du Gard – Monsieur Jérôme BONET ;
- VU** le décret du 24 avril 2024 nommant M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 06.018N du 3 mars 2006 autorisant la société SANOFI-CHIMIE à procéder à l'extension de son usine de fabrication de produits chimiques située sur le territoire de la commune d'Aramon ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 12.100N du 1er août 2012 renforçant les prescriptions applicables aux installations exploitées par la société SANOFI-CHIMIE à Aramon ;
- VU** le donné acte du préfet du Gard en date du 28 octobre 2016 de réactualisation des rubriques ICPE suite au décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2023-077-DREAL du 29 décembre 2023 relatif au changement d'exploitant présenté par la société Sanofi Winthrop Industrie pour la reprise des activités de la société Sanofi Chimie pour l'exploitation de son usine située sur la commune d'Aramon ;
- VU** l'arrêté n° 30-2024-10-18-00009 du 18 octobre 2024 donnant délégation de signature à M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;

- VU** le porter à connaissance transmis par l'exploitant daté du 4 juillet 2024 référencé HSE24.142 relatif à l'« incinérateur/internalisation de solvants usés tiers sur l'unité de co-incinération » complété par mails des 24 septembre 2024 et 29 janvier 2025 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 février 2025 ;
- VU** le volet déchet du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires adopté par l'Assemblée régionale le 30 juin 2022 puis approuvé par le Préfet de région le 14 septembre 2022 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté le 21 février 2025 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- VU** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral formulée par courriel du 25 mars 2025 ;

CONSIDÉRANT que la société Sanofi Winthrop Industrie est autorisée par arrêté préfectoral n° 06.018N susvisé à exploiter l'usine de fabrication de principes actifs pharmaceutiques sur la commune d'Aramon ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant a transmis le 4 juillet 2024 un porter à connaissance complété les 29 septembre 2024 et 29 janvier 2025 relatif à l'incinération de solvants usés provenant de tiers sur l'unité de co-incinération d'Aramon, projet venant compléter les dispositions applicables au site et précisées notamment à l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°08.155N sus-cité, autorisant l'exploitant à incinérer les solvants usés non recyclables émis par trois sites de la société Sanofi ;

CONSIDÉRANT que la modification concerne le point spécifique relatif au changement d'origine des déchets solvantés usés non recyclables acceptées sur l'unité de co-incinération du site d'Aramon, leurs caractéristiques restant définis par l'article 5 de l'AP 08-155N ;

CONSIDÉRANT que le projet prévoit des conditions d'admission et d'incinération de ces déchets solvantés usés non recyclables identiques, restant définies par les articles 5 et 6 de l'arrêté n°08-155N et de l'article 7.7.7 de l'arrêté n°06-018N, et s'effectuant sans modifications sur les installations actuelles ;

CONSIDÉRANT que le projet n'amène pas de quantité globale supplémentaire de solvant à incinérer ;

CONSIDÉRANT que ce projet s'inscrit dans une démarche globale sur la réduction des consommations d'énergie (gaz) et sur une optimisation du fonctionnement de l'incinérateur, dans un contexte de baisse de la quantité de solvants usés générés par le site d'Aramon (non valorisables en tant que matière) ;

CONSIDÉRANT que la modification respecte le principe de « hiérarchisation du mode de traitement » défini à l'article L541-2-1 du code de l'environnement, ainsi que du « principe de proximité » défini par l'article L541-1, II, 4e du code de l'environnement précisant l'obligation d'« organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité » ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec le volet déchet du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET);

CONSIDÉRANT que le projet justifie :

- d'une analyse amont via le réseau France Chimie Méditerranée sur la recherche de nouveaux apporteurs au plus près du site d'Aramon et disposant de déchets solvatés usés non recyclables d'une composition équivalente aux déchets produits sur le site d'Aramon ;
- d'un bilan global CO2 favorable en termes d'impact sur l'environnement par comparaison entre la situation projetée versus l'utilisation de gaz naturel en compensation de la baisse de solvants usés en entrée de l'unité de co-incinération ;

CONSIDÉRANT que les modifications présentées par l'exploitant dans le dossier de porter à connaissance susvisé ne sont pas de nature à entraîner des nuisances et impacts supplémentaires sur l'environnement par rapport à ceux déjà présents dans la demande d'autorisation initiale ;

CONSIDÉRANT que ces modifications ne sont pas susceptibles d'induire de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs pour le voisinage et l'environnement ;

CONSIDÉRANT que dès lors ces modifications ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement rend nécessaire d'imposer à cette situation des prescriptions complémentaires ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Bénéficiaire

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société SANOFI WINTHROP INDUSTRIE sur son site industriel situé sur le territoire de la commune d'Aramon sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

Article 2 – Unité de co-incinération

L'article 5 « unité de co-incinération » de l'arrêté préfectoral n°08.155N du 31 décembre 2008 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

L'exploitant est autorisé à incinérer les COV captés au travers du réseau de collecte de l'établissement et les solvants usés non recyclables émis par la société Sanofi Winthrop Industrie à Sisteron (04), EuroAPI à Vertolaye (63), La Mesta Chimie Fine (06) et PCAS - groupe Seqens à Aramon (30) :

isopropanol, toluène, dichlorométhane, acétone, méthanol, éthanol, isobutanol, acétate d'éthyle, diméthylformamide, méthylterbutyléther, méthylpyrrolidinone, tétrahydrofurane, chlorocyclohexane, pyridine, ethylhexanol, acétonitrile et dichloroéthane avec des traces d'autres solvants organiques ;

à l'exclusion :

- de tout autre type ou provenance de déchets
- de tout autre déchet dangereux tel que désigné dans le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif à la classification des déchets
- d'une façon générale, de tout déchet que l'exploitant juge incompatible avec le bon fonctionnement ou la sécurité des installations, la santé du personnel ou des populations voisines
- des déchets radioactifs
- de déchets contenant des concentrations supérieures à 50ppm en PCB-PCT.

L'exploitant définit par consigne les dispositions relatives à l'introduction des divers types de déchets (COV, solvants usés) en fonction du pouvoir calorifique des différents composants du mélange lui permettant de garantir à tout moment un fonctionnement du four à température adéquate.

Article 3 – Sanctions administratives

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 5 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

Article 6 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la DREAL Occitanie, le directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard et le maire d'Aramon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société.

Le Préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général

Yann GÉRARD